



Une 1ère salle de consommation à moindre risque, « Espace GAÏA », ouverte à Paris, un premier pas pour une nouvelle étape dans la lutte contre le sida et les hépatites chez les usagerEs de drogues les plus précaires

Le mardi 11 octobre 2016 sera le jour de l'inauguration de la première salle de consommation à moindre risque (SCMR) de France, située à Paris, dans l'enceinte de l'hôpital Lariboisière. Ce projet était une demande ancienne des associations d'autosupport d'usagerEs de drogue et de lutte contre le sida, les hépatites et les IST, qu'Act Up-Paris a portée notamment au sein du collectif du 19 mai 2009, regroupant les associations : ASUD, ANITEA, ACT Up-Paris, GAIA PARIS, SAFE, SOS HEPATITES Paris, et salledeconsommation.fr.

C'est parce que **la loi de modernisation du système de santé fut votée au début de l'année 2016, intégrant ce dispositif au sein des articles 41 et 43, non sans l'opposition virulente des parlementaires de droite et d'extrême-droite**, que ce projet a pu aboutir.

Les contaminations chez les usagerEs de drogue se chiffrent autour de 100 par an depuis plus de dix ans, soit un des taux les plus bas parmi les groupes concernés par les séroconversions. Cela montre la réussite des politiques de réduction des risques vers ce public, quand on y met les moyens et qu'on les maintient dans le temps. **Avec ces salles de consommation à moindre risque, c'est un public d'usagerEs de drogues parmi les plus marginaliséEs et précairEs qui sera capté**, comme cela a déjà été constaté dans des salles déjà ouvertes à l'étranger, notamment en Suisse, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Norvège, **leur permettant de recevoir du matériel safe, à usage unique, des conseils de réduction des risques et se voir proposer une offre d'aide sociale favorisant leur réinsertion.**

Cependant, **une seule salle ne suffit pas à résoudre le problème des contaminations chez ce public, libre ou détenu, à Paris, en Ile-de-France et en France.** Ce n'est pas juste une expérimentation sur 6ans qu'il faut, mais **l'ouverture de salles partout où cela est nécessaire, en dehors des structures hospitalières**, alors que la loi actuelle les y adosse, et là où les usagerEs ont l'habitude de se réunir pour se procurer leurs produits. Certains maires de grandes villes, à l'instar de Marseille et Bordeaux, ont fait savoir leur intention d'ouvrir de pareilles salles, faisant preuve cette fois-ci de pragmatisme et faisant fi des positions rétrogrades et répressives de leurs partis.

Nous exigeons que ces annonces ne soient pas vaines et attendons avec impatience l'ouverture de ces prochaines salles. Nous serons également attentifVEs à la concrétisation de l'introduction en prison des programmes d'échange de seringues à usage unique, quand les détenuEs présentent une prévalence au VIH et aux hépatites dix fois supérieure qu'à l'extérieur.